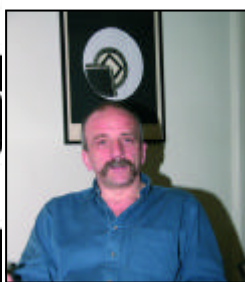


Faire le monde Ensemble !



Didier Corroyer
comité Départemental
Seine-Maritime

Dans les médias, le Conseil Européen n'a été retracé qu'à travers le débat dit budgétaire. Ainsi a été masquée l'orientation essentielle : repousser dans le temps la poursuite de la ratification du projet de Constitution Européenne.

Et pour cause, les dirigeants sont face au NON de la France et de la Hollande et ont la crainte qu'il s'élargisse encore. Ils ne s'y trompent pas. Avec ces NON c'est la version libérale, ou sociale-libérale, qui marque la Construction Européenne depuis des décennies qui est rejetée et combattue.

S'affranchir ainsi des principes élémentaires de la démocratie c'est grave. Raison de plus de poursuivre l'action pour faire respecter les votes des peuples, c'est notamment le sens de la pétition que nous proposons de faire signer par un million de nos concitoyens, 1500 en Seine Maritime.

Chacune et chacun perçoit que cette action se conjugue, y compris cet été, avec le combat contre les politiques libérales ici en France : les potions d'austérité, de recul des droits sociaux, de précarisation du salariat et de privation des services publics que veut imposer par ordonnance le gouvernement De Villepin/Sarkozy.

Il s'agit de faire face avec toute la force que donne la puissance du Non dans notre pays et l'exigence d'une autre politique dont il est porteur. Car c'est bien de lutte et de construction qu'il s'agit.

Nous pensons en effet qu'il faut dans le même temps et au grand jour accélérer et approfondir le débat pour l'élaboration populaire d'un véritable programme politique de transformation sociale. La question est particulièrement posée à la gauche pour que les déceptions d'hier n'entravent pas la construction d'une véritable union populaire autour de nouveaux choix de société pour changer la vie.

C'est le sens d'une première contribution que nous avons fait parvenir avec " nos 27 propositions ". Le débat va maintenant s'enclencher

Il prendra encore plus de résonance avec la fête de l'Humanité à la Courneuve. 100 jours après l'arrivée du gouvernement De Villepin/Sarkozy.

Son thème central " faire le monde ensemble " est une invitation à la réflexion et l'action.

Alors, dès maintenant réservons notre vignette.

communisme français

L'Humanité

L'Humanité nécessaire au pluralisme

Notre journal a été le seul quotidien national à avancer des arguments en faveur du "non" au traité constitutionnel. La défense du pluralisme est un enjeu démocratique de première importance.

Ce 8 juin 2004, Vénus passe devant le Soleil. Fait rarissime au demeurant. Mais ce jour-là, l'Humanité choisit un autre sujet pour barrer sa une, un thème moins porteur, en tout cas moins astral, sur un homme venu en droite ligne de la planète libérale. Le titre: "Un missile nommé Bolkestein". Mais le nom du commissaire européen ne connaîtra la notoriété que bien plus tard. À ce moment-là, cela fait déjà un an que l'Humanité a pris le dossier à bras-le-corps - depuis le sommet européen de Thessalonique - en publiant l'intégralité de la partie 1 du projet de constitution. Par la suite, notre journal sera le premier (et finalement le seul) à publier, en octobre 2004, le projet de traité constitutionnel dans son intégralité et s'attellera à décrypter les 448 articles.

Un long travail, mais ô combien nécessaire et utile. L'Humanité peut se prendre légitimement sa part dans le succès du "non" lors du référendum du 29 mai 2005. Elle n'a pas été la seule à œuvrer. D'autres (rares) journaux, des forums Internet, des associations, des militants dans des assemblées, sur les marchés ont donné corps au "non" de gauche. L'Humanité a joué son rôle.

Et son travail est salué comme tel. C'était encore le cas le 15, à Rouen, où les Amis de l'Humanité 76 tenaient une assemblée autour des questions de la crise de la presse écrite au Café de l'époque. Tout un symbole au moment où l'Humanité vit une belle époque journalistique. Une époque paradoxale aussi. Car si l'Humanité a gagné des lecteurs dans cette période, dépassant les 50 000 exemplaires -chiffre qu'elle n'avait plus connu depuis longtemps -, le journal n'est pas pour autant sorti de ses difficultés financières. Le combat légitime pour le pluralisme de l'information dans les médias rejoint celui pour le pluralisme de la presse. Ces deux combats sont indissociables et représentent un enjeu démocratique de première importance. Imaginons un monde médiatique sans l'Humanité...

Paradoxal: l'Humanité gagne des lecteurs, renforce son audience, on lui reconnaît ici ou là un rôle irremplaçable, mais manque d'oxygène. " Nous sommes comme une PME qui, faute de garanties suffisantes, ne trouve pas de financement auprès de son banquier. En 2004, nous avons accusé un déficit de 2,7 millions d'euros ", rappelle Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité, dans une interview à Union Presse, le mensuel de l'Union nationale des diffuseurs de presse. D'autres titres connaissent des difficultés. France Soir vient ainsi de perdre 10 % de ses lecteurs dans la dernière période, passant sous la barre des 50 000 exemplaires. La crise est profonde.

N'est-il pas venu le moment de créer une fondation financée par des prélèvements sur la publicité, une sorte de taxe Tobin pour le pluralisme ? N'appartient-il pas à l'État, garant du pluralisme, de prendre l'initiative d'une telle mesure ? N'est-il pas temps de revoir le système d'aides à la presse qui, en l'état actuel, favorise les plus gros groupes de presse ?

Lors d'un récent colloque au Sénat sur la concentration des médias, l'une des tables rondes consacrées à la presse écrite a clairement mis en avant le besoin de légiférer sur les questions qui se posent à la presse aujourd'hui. Il y va de son avenir. Sinon, ceux qui, comme Rupert Murdoch, le magnat australo-américain des médias, supporter de Bush et Blair réunis à travers ses titres de presse, prévoient la mort de la presse écrite d'ici 2040 auront gagné la partie. Une partie contre la démocratie. Le temps presse, Vénus ne passe pas tous les jours devant le Soleil.

Claude Baudry, journaliste à l'Humanité

Emmanuelle Heidsieck

NOTRE AIMABLE CLIENTÈLE Editons Denoël*

Père de famille fraîchement divorcé, Robert Leblanc mène tant bien que mal sa barque de salarié modèle aux Assedics de Paris, en tant que « technicien expérimenté fonction allocataire ». Pas toujours facile, depuis l'installation de l'inquiétant système informatique Aladin chargé de surveiller la rentabilité du personnel... Craignant pour son emploi, Robert subit le spectacle de la guerre des chefs, des cadres dirigeants s'éliminant sauvagement, et regrette l'époque héroïque où il distribuait ses tickets de métro à des chômeurs n'ayant pas encore accédé au statut postmoderne de « clients ». Dans cet enfer ordinaire surgit par miracle Sonia, Lucifer branchée des Assedics qui l'expédie dans le paradis paradoxal d'un hôpital psychiatrique...

Avec son premier roman Emmanuelle Heidsieck signe une oeuvre pamphlet contre les dérives de l'Assedic chassant l'allocataire. Véritable thriller social au réalisme ludique, Notre aimable clientèle offre à travers le personnage de Robert un miroir joyeusement universel de nos angoisses de salariés. Avec un humour glacé, parfois décalé, et un humanisme décapant, il démonte les insidieux mécanismes d'une gestion néo-libérale du chômage. Salulaire et décapant.



NOTRE AIMABLE CLIENTÈLE [2005], 128 pages, 140 x 205 mm. Collection Romans français, Denoël -rom. ISBN 2207256758.

128 pages - 14,00 euros Parution : 03-03-2005.

démocratie/département

Schéma Régional de Développement Economique : il faut faire nettement mieux !

Alors que le Département, lors de sa dernière session de mars, a affiché très nettement vouloir privilégier l'emploi et la solidarité lorsqu'il a adopté ses nouvelles orientations en matière économique, le Groupe Communiste a considéré qu'on ne retrouve pas ce même engagement politique fort dans le projet de " Schéma Régional de développement économique " soumis pour avis par le Président de la région.

" On a la sensation d'un document frileux ", a précisé Jean-Louis JEGADEN, président du groupe communiste au conseil général, destiné surtout à " accompagner l'entrepreneuriat " (c'est-à-dire les entreprises), et qui aurait pu être fait par n'importe quelle majorité politique.

En effet, le schéma régional prévoit par exemple que les grandes entreprises devront associer les PME, verser la taxe d'apprentissage, favoriser la sous-traitance locale, prendre en compte les impacts environnementaux pour pouvoir bénéficier des aides financières de la Région... mais seulement quand ces aides (cumulées) dépasseront 400 000 € !!!

" Pourquoi mettre un seuil pour conditionner les aides publiques " s'est étonné Jean-Louis JEGADEN, qui par ailleurs a regretté l'absence dans le projet de schéma régional de propositions relatives à l'apprentissage, ou encore relatives à la prévention des délocalisations.

En conclusion, Jean-Louis JEGADEN a pris acte de ce schéma " que nous considérons comme perfectible et comme une étape, puisque d'autres schémas régionaux (santé, formation, transports, aménagement du territoire) seront élaborés pour 2006 et devraient pouvoir contribuer à une amélioration des contenus des politiques proposées.

Les interventions des élus communistes de la région et du département peuvent être retrouvées sur les sites : www.elus76.com et www.avec-vous-un-projet.org

En mouvement

■ Sidel

Le Havre

Le groupe sidel vient de présenter un nouveau plan social pour sa filiale du Havre, 84 suppressions d'emplois sont annoncées.

La première version du plan avait été annulée pour insuffisance le 20 avril dernier par le tribunal de grande instance du Havre, à la demande du comité d'établissement, dirigé alors par la CGT

■ Sival-Eu

Les délégués syndicaux CGT ont appelé les employés à se mobiliser pour protester contre de nouveaux licenciements.

« Nous ne comprenons pas la stratégie du groupe Seres. Il est resté sourd à nos recommandations et aujourd'hui ce sont de nouveaux salariés qui payent les pots cassés », proteste un syndicaliste. Ce plan social est le troisième depuis 2003. cinquante-six licenciements ont déjà eu lieu sur ce site.

■ Otor

St Etienne du Rouvray

Les syndicats de la papeterie de St Etienne du Rouvray sont inquiets face la prise de contrôle par un fond de pensions américain, Carlyle. Ils ne veulent pas d'un financier dont le seul objectif est de gagner le plus d'argent possible.

La fédération PCF de Seine-Maritime et son nouveau site

Retrouvez tous les articles et les liens sur: www.pcf76.fr



N° 10

Daté du 20/06/2005
Lettre d'information éditée par la fédération de Seine-Maritime du Parti communiste français
Directeur de la publication : Daniel Lallier
Rédacteur en chef : Claude Etienne
Imprimerie : SNEIP Saint-Etienne-du-Rouvray
Tel 02 35 07 89 80
Courriel : Avenir@pcf76.fr
Abonnement annuel : 25 €
Prix au numéro : 0,60 €
CPPA : numéro en cours d'attribution